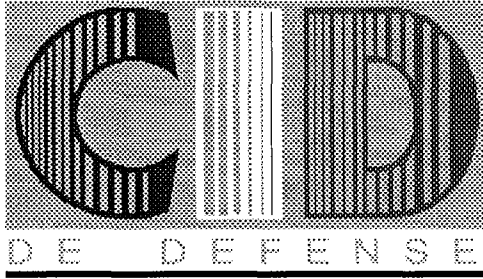


COLLEGE INTERARMEES



# MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

## LE KURDISTAN: le mirage d'une indépendance

La complexité de la question Kurde provient de l'ordre étatique instauré au lendemain de la première guerre mondiale. Dans ce Proche-Orient, qui reste l'un des principaux foyers de tension et de conflit du monde actuel, elle est devenue, par sa nature transfrontalière et par ses dynamiques politique, économique et sociale, un véritable centre de gravité des stratégies nationale, régionale et internationale. Pourtant de nombreux facteurs communs aux différents mouvements Kurdes les condamnent à la pérennité de la lutte armée, sans espoir de réaliser leur rêve pluriséculaire d'indépendance.

CDT CLAVER

groupe C4

# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

### I- Aspects économiques de la question Kurde

- a) Ressources
- b) Intégration nationale et sous-développement
- c) les coutumes transfrontalières et l'insécurité

### II- Des particularités étatique, politique et sociale incontournables

- a) Le nationalisme Kurde: mythe ou réalité ?
- b) Problèmes de doctrine

### III- Les enjeux internationaux de la question Kurde

- a) Interactions régionales
- b) Les incidences de la sphère régionale « élargie »
- c) interactions au niveau international

## CONCLUSION

ANNEXE 1: Carte des zones de peuplement Kurdes

ANNEXE 2: Bibliographie

## INTRODUCTION

Les Erythréens ont arraché leur indépendance après trente ans de lutte armée, les palestiniens viennent d'obtenir l'autonomie pour une partie de leur territoire après un demi-siècle de lutte multiforme, allant des guerres israëlo-arabes qui ont failli dégénérer en conflit mondial, en passant par les opérations terroristes des fédâyins et l'Intifada....Pour les Kurdes, qui se battent depuis plusieurs décennies, l'indépendance reste un mirage qui s'évanouit chaque fois qu'elle est sur le point de se concrétiser. Cela avait déjà été le cas au lendemain de la première guerre mondiale, avec le traité de Sèvres qui prévoyait l'autonomie et éventuellement l'indépendance pour une partie des Kurdes.

Cela se reproduit aujourd'hui quand l'indépendance « virtuelle » dont jouissent les Kurdes d'Irak depuis la guerre du Golfe risque de sombrer avec le suicidaire combat des chefs qui ravage le Kurdistan.

Privée d'espace politique, victime d'une diplomatie parallèle entre les quatre Etats qui se "partagent son territoire" et rongée par des dissensions internes (tribales, confessionnelles ou ethniques), la société Kurde se trouve condamnée à la pérennité de la lutte armée, traduisant son impuissance à inventer d'autres formes de contestation face à la coercition des états.

Du côté Kurde, un dénominateur commun prime et lie le destin des différentes minorités dans les quatre pays : la permanence d'un processus d'exclusion et de marginalisation. Mais chaque pays présente des spécificités démographique, économique et juridique. Ils ne sont pas confrontés aux mêmes types de contestation minoritaire et ils ne disposent pas des mêmes moyens militaires et financiers, ni d'une autonomie d'action identique.

Il convient donc d'analyser le mouvement Kurde, non pas dans ses frontières étatiques mais selon les trois causes principales de son échec nationaliste, à savoir le désastre de son économie, ses particularités étatique, politique et sociale, ses enjeux internationaux controversés.

## I - ASPECTS ECONOMIQUES DE LA QUESTION KURDE

Une analyse de la situation économique des régions Kurdes demeure difficile car les données fiables font cruellement défaut. En effet, l'économie de guerre et l'économie parallèle transfrontalière qui caractérisent ces régions brouillent complètement les « chiffres officiels ».

La totalité du Kurdistan peut être considérée comme sinistrée. Le Kurdistan de Turquie subit des opérations militaires d'envergure, le Kurdistan d'Irak vit depuis la guerre du Golfe une situation économique en sursis dans laquelle « l'aide humanitaire » constitue le principal moteur.

Même si les quatre Etats qui composent le Kurdistan ne disposent pas des mêmes ressources, ni des mêmes structures économiques, il est néanmoins important de constater que leur partie territoriale Kurde se trouve dans un état de sous-développement persistant.

La synthèse de l'étude du paysage économique des différentes régions Kurdes permet de déduire quelques remarques d'ordre général :

### a) Ressources

Quelle que soit la définition géographique adoptée, les régions Kurdes disposent d'atouts économiques importants : Pétrole en Irak, Iran et marginalement en Turquie et de l'eau en Turquie. L'Irak et la Turquie notamment dépendent fortement de ces ressources : il suffit pour s'en rendre compte de rappeler que la part de la manne pétrolière en Irak constitue un enjeu primordial dans les relations entre les Kurdes et le pouvoir de Bagdad ou que le plus grand barrage de la Turquie « le Keban » se trouve en zone Kurde.

La Turquie dispose des plus importantes ressources en eau de la région qui devraient lui permettre la mise en place d'un gigantesque système d'irrigation « le G.A.P. ». Mais ces ressources constituent un avantage stratégique plutôt qu'économique qui est à l'origine des différends Turco-irakiens et Turco-syriens.

Une possibilité de contrôle du barrage « Keban » ou des flux pétroliers par les Kurdes est considérée par les Etats concernés comme une menace majeure.

## **b) Intégration nationale et sous-développement**

L'intégration des régions Kurdes aux économies « nationales » est relativement récente puisqu'elle date des années soixante-dix. L'industrialisation de la Turquie, les rentes pétrolières en Iran et Irak, la construction des réseaux routiers à la même époque et l'exode rural sont autant de facteurs qui permettent aux Etats d'intégrer les régions Kurdes dans leur tissu économique, sans véritablement moderniser leurs structures industrielles. La répartition des entreprises employant plus de dix ouvriers dans les provinces Kurdes est un signe du sous-développement du Kurdistan : en Iran, 4% des entreprises se trouvent au Kurdistan. Par ailleurs, une analyse détaillée a permis de déterminer le nombre moyen d'habitants pour un ouvrier, il est en Turquie par exemple, de 50 000 pour le Kurdistan et de 8000 pour le reste du pays.

Les chiffres montrent que les Etats concernés par le problème Kurde tentent une intégration passive des populations sans toutefois prendre le risque de l'aménagement de ces régions contestataires. Le sous-développement du Kurdistan est un choix politique : mais les opérations d'Anfal en Irak ont anéanti l'agriculture et l'élevage Kurdes qui approvisionnaient le pays tout entier. La Turquie semble s'acheminer vers la même voie avec l'interdiction systématique de pâturage faite aux tribus nomades et la destruction des campagnes Kurdes. La politique de « Terre Brûlée » menée par le gouvernement du Président Demirel, de nos jours, détruit le dernier espoir de développement industriel de cette région.

Dans l'ensemble du Kurdistan, la destruction des villages, les déportations et l'exode rural ont déstructuré le paysage démographique de ces deux dernières décennies. Les opérations militaires et la création d'une société de consommation dépendante des circuits de distribution de l'Etat ont poussé une grande partie des Kurdes à s'installer dans les villes .

Le sous-développement économique du Kurdistan influe lourdement sur la redistribution des ressources dans les domaines de la scolarisation, de la culture, de la santé, de la communication,.... Combinée à une urbanisation rapide, cette situation permet d'appréhender l'ampleur des revendications sociales des Kurdes qui renforcent la contestation nationaliste.

### c) Les coutumes transfrontalières et l'insécurité

L'observation de la vie économique montre également la fragilité des frontières et la permanence, malgré des mesures sécuritaires renforcées, de mécanismes échappant au contrôle des Etats. Les frontières sont contestées par les marchands et l'espace urbain frontalier car elles ne sont pas tracées sur les axes économiques établis depuis plusieurs siècles. Dans les années trente, les officiers turcs remarquaient avec effroi que la monnaie turque n'était pas utilisée dans les villes frontalières ou plutôt qu'elle était admise comme devise étrangère dont le cours était réglé par une bourse invisible. En 1992, le phénomène se reproduit au Kurdistan d'Irak où le Dinar irakien a perdu toute sa valeur en quelques jours au profit du dollar qui désormais régule les trafics financiers « pétrole contre nourriture » à la frontière Turque.

Dans la presque totalité du Kurdistan, les besoins engendrés par une vie économique souvent semi-autarcique incitent les Kurdes à pratiquer la contrebande qui constitue le troisième secteur de l'économie.

Elle fournit aux élites nationalistes un soutien logistique important et facilite le trafic d'armes. A la frontière avec l'Iran, on assiste à un trafic désastreux : des milliers de tracteurs, bulldozers, camions et voitures sont vendus à bas prix par des trafiquants ou par leurs propriétaires réduits à la misère. C'est tout l'équipement industriel du Kurdistan qui part ainsi en Iran pour quelques poignées de Rials .

Ces trafics rendent la situation intérieure très explosive dans la mesure où pratiquement toute la population est sans emploi et des dizaines de milliers de Pechmergas en armes menacent la stabilité de la région. Ce climat d'insécurité est tel que la plupart des ONG allemandes, britanniques(Save the Children), française (MSF, France-Libertés) réduisent considérablement leurs activités.

L'exemple du Kurdistan d'Irak est particulièrement intéressant de ce point de vue.

Il est évident que le double jeu des puissances occidentales est en partie responsable de cette tragédie : en protégeant l'entité Kurde irakienne sans lui donner les moyens économiques de prendre son essor, les pays de la coalition ont placé les dirigeants Kurdes dans une situation impossible.

Sans autres ressources que celles de la contrebande et des modestes droits de douane, comment les dirigeants Kurdes peuvent-ils mettre en place une véritable administration? Et comment peut-on demander à une population de quatre millions d'habitants, habitués à vivre grâce aux subsides d'un état pétrolier-providence, de manifester leurs choix démocratiques quand ils sont plongés dans la misère par un double embargo?

Ce désastre est d'autant plus dramatique que les Kurdes foulent sous leurs pieds les ressources qui leur permettraient de faire revivre le Kurdistan sur des bases saines : le pétrole.

## II DES PARTICULARITES ETATIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES INCONTOURNABLES

### a) Le nationalisme Kurde : mythe ou réalité?

Le mythe du grand Kurdistan : en premier lieu vient le traité de Sèvres de 1920 dont l'importance ne réside pas tant dans la reconnaissance d'un grand Kurdistan, que dans celle d'un Etat Kurde. C'est le tout premier document international traitant explicitement de la question Kurde même s'il est devenu caduc par la suite.

Quelles que soient les réalités imposées par les frontières, qui font éclater le nationalisme Kurde en factions concurrentes et parfois fratricides (guerre Barzani-Talabani au Kurdistan d'Irak), la notion d'unité et le mythe du grand Kurdistan alimentent toujours le mouvement Kurde. En effet, génération après génération, les nationalistes, surtout la diaspora occidentale, gardent la volonté de changer le statut des Kurdes à l'échelle régionale pour passer de l'état de « minorité » à celui de « majorité » en s'affranchissant de la notion de frontière.

Mais autant au niveau symbolique, les formations Kurdes doivent récuser les frontières étatiques et se légitimer par la référence au grand Kurdistan, autant dans la pratique, elles sont obligées d'opérer dans un cadre étatique limité pour retirer le plus d'avantages possibles .

Quel que soit le pays concerné, le processus est identique : les acteurs Kurdes visent à réaliser leur intégration dans les états tels qu'ils existent, à accéder aux ressources économiques et politiques, et à faire accepter comme légitime le principe du partage des ressources « symboliques » (langue, culture, administration...).

Il serait trop complexe d'étudier à ce niveau de l'analyse, les modes de gestion des états moyen-orientaux concernant la contestation minoritaire, mais il suffira de constater que la politique de l'Etat consiste à doser deux principes : la redistribution des ressources et la coercition.

Le bon fonctionnement de ces mécanismes régulateurs, de la redistribution à la coercition, dépend du pouvoir central de l'Etat, de sa capacité à gouverner l'ensemble de ses minorités et surtout d'assurer le contrôle sur sa majorité ethnique. Mais, dès lors que le pays n'est plus gouvernable (Iran de la révolution, Turquie de la période de la terreur (1975-1980), Irak au lendemain de la guerre du Golfe...), les tensions sociales latentes éclatent au grand jour, dans lesquelles les Kurdes aussi sont nécessairement entraînés.

Cette balance redistribution-coercition des Etats explique la stratégie des mouvements Kurdes au niveau régional mais elle est responsable aussi du pragmatisme des leaders Kurdes qui introduit dans le mouvement Kurde une perpétuelle tension entre intérêts « personnels » et souci d'unité : les événements qui se déroulent au Kurdistan d'Irak en sont la triste application entre l'UPK de Jalal Talabani et le PDK de Barzani...

#### **b) Problèmes de Doctrine**

Il ne fait aucun doute que le but ultime du nationalisme Kurde est la création d'un Etat-nation unifié, mais ce programme repose sur des théories universelles et des doctrines d'emprunt (marxisme, islam politique...).

La construction de la contestation nationaliste va dépendre fortement de ces doctrines, notamment pour son mode d'action.. Le « marxisme-léninisme » s'est imposé au sein du parti travailliste du Kurdistan P.K.K car il représentait alors les aspirations des populations urbaines déshéritées. De plus en plus marginalisées, elles y trouvaient une raison d'être et un élément de cohésion. L'adhésion à ce « marxisme » corrigé change profondément, au Kurdistan, la forme de la résistance, surtout de la résistance armée. Cette idéologie fortement mobilisatrice permet aux mouvements Kurdes de remettre en cause le système traditionnel de l'Etat.

Mais le Marxisme n'est pas l'idéologie de contestation la plus radicale. L'Islam politique est porteur d'explosions sociales infiniment plus violentes.

La société Kurde fait de plus en plus référence à l'Islam politique et il n'est plus rare de trouver dans sa presse politique des termes religieux appelant au « Djihad » contre les « infidèles ». Il apparaît évident que l'effondrement du communisme dans les pays de l'Est a fragilisé l'idéologie du mouvement Kurde et l'oblige désormais à recourir à d'autres références, notamment la religion.

Il faut aussi préciser que la Syrie risque de jouer, à l'avenir, un rôle important dans l'évolution de l'Islam politique Kurde. Déjà le mouvement islamique se développe parmi les Kurdes de ce pays, sans doute déçus par les mouvements Kurdes d'Irak et de Turquie. Les organisations islamistes veulent convaincre les Kurdes que l'Islam représente la seule issue possible puisque le nationalisme de Barzani et le marxisme du PKK n'ont aucunement su améliorer leurs conditions de vie . Les différentes organisations islamistes Kurdes tentent d'unifier leur action et de rallier la majorité Kurde à la solution islamique; ce qui aurait pour conséquence d'augmenter la violence de la lutte armée sans régler le problème d'unité des Kurdes dans la mesure où l'Islam politique ne pourra devenir la doctrine de tous les Kurdes (il faudra sacrifier les Alevites en Turquie, les Chiites en Irak...).

Les modes de gestion (redistribution des ressources et coercition) mis en oeuvre par les Etats du Moyen-Orient ne parviennent pas à éviter le passage à la contestation armée. Même si le grand Kurdistan garantit l'identité Kurde, un ensemble de contraintes politiques, économiques et sociales obligent les mouvements Kurdes à rester localisés. Le glissement de l'idéologie marxiste vers l'Islam politique risque à court terme d'attiser la violence de la contestation nationaliste en intégrant des facteurs de stratégies régionales et internationales.

### **III - LES ENJEUX INTERNATIONAUX DE LA QUESTION KURDE**

La position d'acteur « accrédité » qu'un mouvement Kurde peut obtenir dans la région, lui permet ensuite de s'imposer à l'échelle internationale et de frapper, au besoin, à la porte des capitales occidentales.

Le mouvement Kurde irakien a remarquablement bien joué cette carte en se présentant comme interlocuteur crédible et acteur régional à prendre en considération dans les stratégies occidentales : l'épisode de la guerre du Golfe est significatif et marque une étape importante dans la tentative d'autonomie du Kurdistan d'Irak.

Le mouvement Kurde vise ainsi à convaincre l'Occident qu'aucune stabilité ne peut être envisagée sans solution au problème Kurde. On peut citer à cet effet, la lettre qu'adressait le leader du mouvement Kurde d'Iran A. Ghassemlou au secrétaire général des Nations-Unies, Monsieur Perez de Cuellar :

« Tout en disant notre satisfaction concernant la fin de la guerre (Iran-Irak) nous déclarons ouvertement qu'elle n'est pas terminée dans notre pays et que tant que les revendications légitimes du peuple Kurde ne seront pas satisfaites, l'ensemble de l'Iran et de la frontière entre l'Iran et l'Irak ne connaîtront pas la paix ».

Certes le Kurdistan a, pour des raisons évidentes (lieu stratégique, triangle frontalier, ressources pétrolières...) attiré l'attention des puissances régionales et européennes, puis des superpuissances. Mais force est de constater qu'en dépit de cet intérêt pour le « lieu », le problème Kurde ne constitue pas encore de nos jours un véritable enjeu pour les puissances, soucieuses de ne pas fragiliser la stabilité régionale par le soutien d'une « nation » sans Etat.

#### **a) Interactions régionales**

Le problème Kurde implique de nombreux acteurs étatiques (Arabie Saoudite, Jordanie, Lybie, Russie, Arménie,...) ou non étatiques (palestinien, mouvances islamiques) extérieures au mouvement.

En prenant en compte toutes les divisions internes qui trouvent leurs sources dans des dynamiques ethniques, confessionnelles ou tribales, il apparaît clairement que la société Kurde est très sensible aux tensions qui se font jour dans son environnement régional. Les différents groupes s'intègrent dans ces relations étatiques pour obtenir des atouts et les monnayer ensuite auprès de son Etat.

Cette stratégie était inefficace quand les états étaient parvenus à des accords de collaboration, à un véritable statu-quo consistant à combattre collectivement la contestation Kurde. Mais à la fin des années 1970, l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie ont développé une diplomatie régionale parallèle.

Celle-ci utilise l'élément Kurde contre l'état adverse (soutien du PKK par l'Iran, divisions au Kurdistan d'Irak alimentée par la Turquie et l'Iran au travers de l'Union Patriotique du Kurdistan UPK et du Parti Démocratique du Kurdistan PDK).

La remise en cause du statu-quo signifie que les états disposent désormais, grâce à des richesses internes (rentes pétrolières, industrialisation,...) d'une certaine puissance économique et militaire leur permettant d'envisager des stratégies régionales. Ils n'éprouvent donc plus le besoin de perpétuer l'ancien système de sécurité régionale.

Corrélativement, la diplomatie parallèle offre aux mouvements Kurdes les moyens de s'insérer dans un système d'alliances, d'accroître leur part dans les ressources régionales allouées, de contrôler plus de points de passage, en définitive de mieux « encercler » l'Etat qu'il combat.

Malheureusement ce jeu d'alliances présente de nombreux effets pervers que le mouvement Kurde ne peut maîtriser dans la mesure où il se trouve subordonné aux stratégies des Etats : dans les années soixante-dix, l'Iran monarchique n'a pas hésité à retirer son soutien au mouvement de Barzani pour normaliser ses relations avec l'Irak.

#### **b) Les incidences de la sphère régionale « élargie »**

Chaque Etat composant le Kurdistan exerce des pressions diplomatique, politique ou confessionnelle dans une zone d'influence bien définie, visant à l'ériger en acteur principal de la région. Indirectement, les mouvements Kurdes vont se trouver impliqués dans un processus régional qui les dépasse. Ce rôle de « carte Kurde » transforme de manière perverse le mouvement nationaliste en une contestation minoritaire.

En effet, des enjeux comme la question Kurde, le contrôle des ressources en eau, les litiges territoriaux latents avec la Syrie et l'Irak font de la Turquie un acteur de premier ordre au Moyen-Orient. Mais elle dispose également de ramifications au Caucase et en Asie centrale ainsi que dans les Balkans.

La Turquie pourrait donc être amenée à s'impliquer plus activement dans ces régions.

L'Iran continue d'être l'un des acteurs principaux du Moyen-Orient. Il s'intéresse aux vastes communautés chiites du monde arabe (et en particulier Irak, Koweït) sans délaisser pour autant l'Asie centrale et l'Afghanistan.

Les conflits dans lesquels il est engagé ne concernent en rien le problème Kurde mais contribuent à créer des tensions avec la Turquie qui se répercutent sur la scène moyen-orientale, notamment au Kurdistan d'Irak.

La Syrie et l'Irak opèrent de leur côté dans les régions voisines, dans le Golfe et au Liban, où le facteur Kurde est inexistant ou marginal.

Tous deux souhaitent, théoriquement du moins, réaliser l'unité arabe; L'Asie centrale et les Balkans ne présentent donc pas pour eux, un enjeu de même importance que pour l'Iran ou la Turquie. Il est cependant indéniable que les enjeux régionaux changent les données du problème Kurde, et ils ont gravement affecté son évolution même lorsqu'ils ne le concernent pas.

A titre d'exemple, l'invasion du Koweït n'avait aucun lien direct avec la question Kurde, mais elle a considérablement affecté son évolution en Irak et en Turquie. Les tensions entre la Grèce et la Turquie n'ont aucun lien avec les Kurdes mais elles se répercutent pourtant dans cette région à travers le soutien grec apporté aux mouvements Kurdes de Turquie.

Ces imbrications permettent aux mouvements Kurdes de s'ériger à leur tour en acteur au sein de cette « sphère régionale élargie » et de s'engager au côté de l'Etat adverse, mais aussi de s'insérer dans certaines mouvances internationales notamment islamiques qui les éloignent de leurs revendications « nationalistes ».

### **c) Interactions au niveau international**

Le désir des différents mouvements d'exporter la « question Kurde » dans la sphère internationale est clairement exprimée par Monsieur Ghassemlou, responsable du PDK iranien assassiné en 1989 par le pouvoir de Téhéran : « Quel Kurde ne rêve pas d'un Kurdistan indépendant ? Pour réaliser cet objectif il faut réunir trois conditions :

- il faut que le mouvement Kurde soit fort dans toutes les parties du Kurdistan,
- il faut des alliés au Moyen-Orient, pas seulement des peuples, mais des gouvernements, surtout de l'Arabie Saoudite, seul pays arabe qui se désintéresse du prix du pétrole et allié des Etats-Unis,

- il faut le soutien international avec l'aide des Etats-Unis, pas seulement pour soutenir le mouvement Kurde à l'intérieur de chaque Etat mais dans sa globalité.

Ces tentatives d'internationalisation de la question Kurde ne sont pas récentes si l'on en juge toutes les démarches des partis en direction des plus hautes instances. Mais, malgré l'action soutenue de la diaspora Kurde vers les grandes puissances et une médiatisation accrue des exodes et des massacres de ces minorités qui a troublé l'opinion publique, la question du statut du Kurdistan sera toujours reléguée au deuxième rang pour les raisons suivantes :

- **La diaspora** : il convient de mentionner le rôle de la diaspora Kurde. Elle possède au sein du monde arabe, des acteurs « affiliés » ou « assimilés » qui n'hésitent pas à revendiquer leurs origines Kurdes. Les israéliens d'origine Kurde, par exemple, ont récemment créé des associations de solidarité visant à mettre le lobby juif au service du peuple Kurde. Même si ces initiatives sont appelées à jouer un rôle important à l'avenir, elles seront soumises aux interactions de la sphère régionale et particulièrement dans les rapports entre la Syrie et Israël qui en limiteront la portée pour ne pas attiser les tensions déjà existantes. Il faut aussi évoquer les diasporas Kurdes lointaines et plus particulièrement celles du monde occidental. Ainsi l'ex-R.F.A. compte près d'un demi million de Kurdes; la France, la Belgique et les Pays-Bas en totalisent, selon les diverses estimations, quelques trois cent mille.

L'immigration Kurde irakienne plus limitée et plus politique est concentrée essentiellement en Grande-Bretagne, alors que les Kurdes d'Iran ont choisi les Etats-unis et la Scandinavie. Même si cette répartition contribue à les relier aux types d'opposition et aux réseaux propres de leur pays d'origine, leurs efforts restent « localisés », visant à monopoliser l'espace politique Kurde sans chercher à mobiliser les Kurdes de plusieurs pays pour unifier leur mouvement nationaliste. De plus, les ressources financières et le soutien logistique assurés par ces fortes extensions « diasporiques » contribuent à augmenter les rivalités entre les différentes factions Kurdes concurrentes et donc à pérenniser les violences internes ou « intraKurdes ».

## **- Légitimité de la question Kurde auprès des dirigeants.**

L'absence d'une action collective et unifiée, et l'absence d'une véritable représentativité politique du mouvement d'autonomie du Kurdistan, explique le timide engagement des grandes puissances. Des contacts ont lieu, en Europe, avec des diplomates américains et à Moscou, avec Monsieur Primakov, conseiller du Président Gorbatchev, mais toujours à un niveau subalterne. Partout, les Kurdes sont écoutés avec le même intérêt relatif et partout on leur fait comprendre que leur situation n'est pas considérée comme un enjeu important. Il est probable que leur attitude aurait été différente s'ils avaient eu affaire à une personnalité exceptionnelle comme le Général Barzani. Les soviétiques partagent le même point de vue. Interrogé sur l'avenir des Kurdes, un des conseillers diplomatiques de Gorbatchev confiait aux journalistes : « nous voulons bien prendre en considération les intérêts des Kurdes mais avec qui? avec quels interlocuteurs?...

Entre 1972 et 1974, la politique moyen-orientale de Monsieur Kissinger avait intégré les Kurdes dans la guerre froide. Il était naturel que les Etats-unis s'intéressent, dans une région troublée, à un conflit ethnique qui affectait deux de leurs alliés, l'Iran et la Turquie : l'utilisation de la carte minoritaire « Kurde » était de faire échouer la stratégie soviétique d'intégration de l'Irak. Or, l'impact des garanties américaines durant cette période dans l'élaboration de la stratégie Kurde fut immense.

En effet, elles seules ont permis aux Kurdes de rejeter la loi sur l'autonomie proclamée par le Bagdad en 1974 et de repousser les tentatives de médiation du Maréchal Andreï Gretchko, Ministre de la défense soviétique, porteur d'un projet d'arrangement entre l'Irak et les Kurdes.

Dans son dernier livre, la journaliste Kris Kutschera accuse fermement l'hypocrisie des acteurs internationaux : « On ne le répétera jamais assez, les Kurdes ont d'abord été victimes du cynisme des grandes puissances.... ».

Est-il nécessaire pour abonder dans le sens de cette analyse de citer l'attitude paradoxale de la Turquie qui a joué un rôle clé dans la politique occidentale de protection des Kurdes, en accueillant sur son territoire la force de coalition « Provide Comfort ».

Mais la Turquie participe aussi régulièrement aux réunions tripartites avec l'Iran et la Syrie, dont la seule raison d'être est de faire avorter l'embryon d'état Kurde qui se développe au Kurdistan irakien .

Il est aussi inutile de prendre en exemple la zone de sécurité instaurée par la résolution 688 du conseil de sécurité pour la protection des Kurdes irakiens qui a vu naître une entité politique Kurde quasi-indépendante. Sans aller jusqu'à reconnaître l'état fédéral, la Maison Blanche s'est voulue gardienne de cette indépendance de fait, sans donner les moyens financiers à cette administration, pour gérer son autonomie et en laissant délibérément la Turquie et l'Iran mener des actions militaires d'envergure au Kurdistan.

L'analyse du problème Kurde et de ses enjeux dans le système international et surtout dans le sous-système international (ramifications du système régional) est très complexe et il convient de retenir les trois points suivants qui conditionnent l'avenir du Kurdistan.

1) l'instabilité régionale semble dominer actuellement et l'éclatement régional est suffisamment profond pour rendre peu probable le retour au statu-quo au sens de la sécurité collective et de ce fait interdire aux autres les possibilités d'utilisation de la « carte Kurde » dans le règlement des conflits inter-étatiques.

2) la globalité de la question Kurde est très difficilement intégrable dans le système international dans la mesure où l'aide internationale à une fraction de la minorité peut approfondir les divisions intraKurdes (le PKK s'est montré hostile à la présence de la force alliée dans la région). De plus, cette aide internationale peut mettre en avant certains Etats de la région, ce qui ne manque pas d'avoir un effet pervers sur la société Kurde : le cas de la Turquie est de ce point de vue significatif et révélateur. Les pays occidentaux ont besoin de sa stabilité et craignent la montée de l'Islam politique. Ankara dispose donc de plusieurs atouts dans sa politique Kurde. Le renouvellement de la force multinationale chargée de la protection des Kurdes d'Irak dépend de son approbation, ce qui lui permet d'agir à sa guise à l'égard de son problème Kurde (bombardements aériens sur les positions du PKK).

3) Le système international, même s'il a utilisé la carte minoritaire durant la guerre froide comme en Afrique noire, ne s'intéresse qu'aux Etats. Pour l'U.R.S.S., par exemple, la Turquie est un marché économique et une porte d'accès à la méditerranée bien plus utile que la carte Kurde.

Le système international est fondé sur la stratégie des Etats et privilégie les acteurs étatiques. Même si parfois les calculs sont cyniques, une décision des Nations-Unies mobilisées par la pression de certains acteurs internationaux comme les O.N.G. ou par l'intervention des médias ne peut aboutir à une solution durable pour un problème aussi complexe.

## CONCLUSION

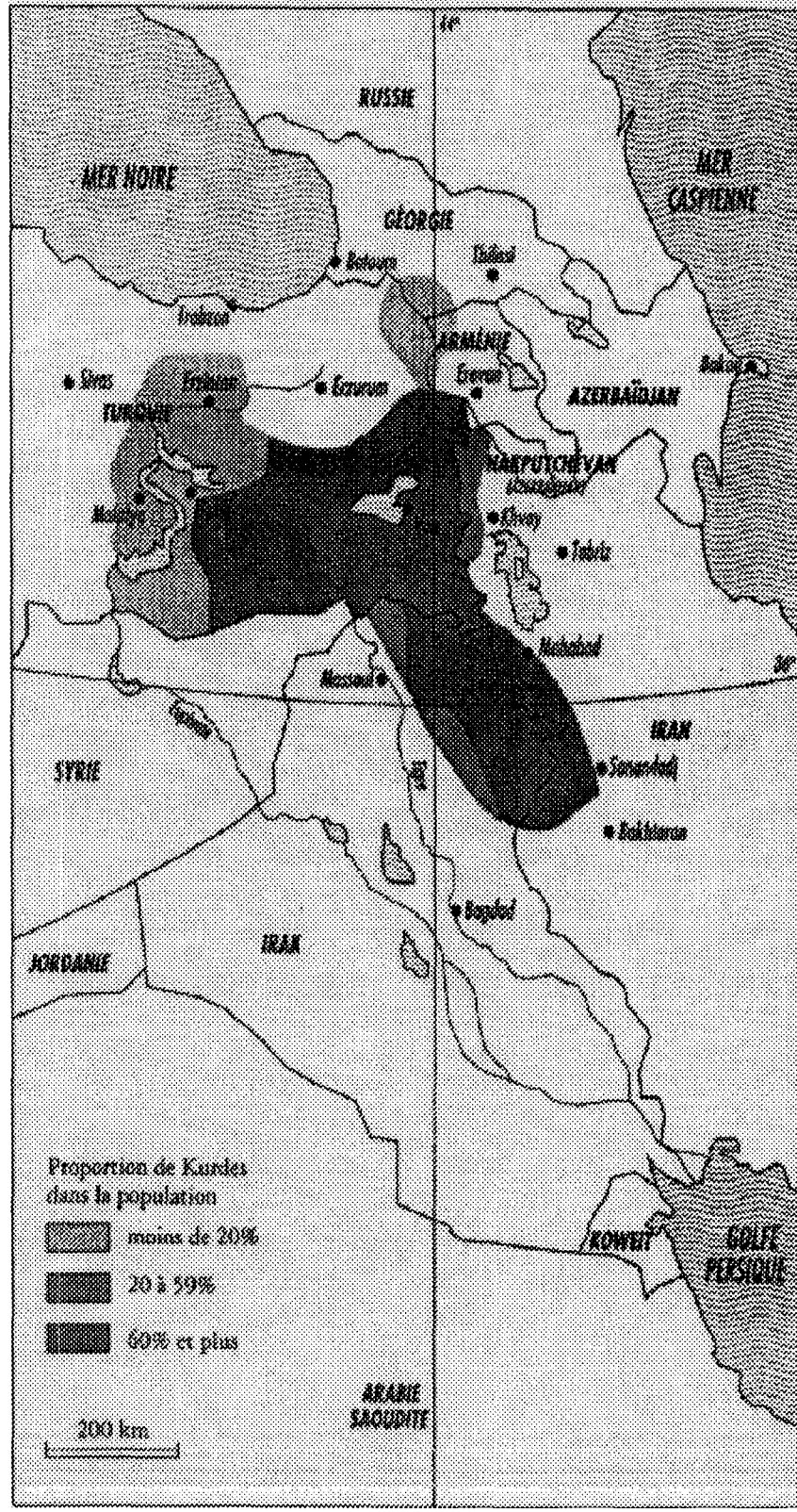
A moins d'une crise aiguë mettant en péril l'existence de l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, le retour à un statu-quo régional avec un strict contrôle des frontières et une répression collective des acteurs Kurdes semble peu probable. L'usage de la carte minoritaire s'insère pleinement dans les stratégies étatiques depuis les années quatre-vingt. Les alliances et les pressions de chantage sont complexes : relations Turquie-Israël, contrôle des ressources hydrauliques par la Turquie...

Les stratégies iraniennes et turques concernent le Kurdistan d'Irak, sans parler du soutien intensifié de Damas au PKK, tous ces facteurs semblent indiquer que la question Kurde à l'échelle moyen-orientale a encore de beaux jours devant elle. Combien de temps une question minoritaire peut-elle garder sa place dans l'agenda international, surtout après l'expérience yougoslave qui a certes donné naissance à de nouveaux pays mais également dissuadé de s'impliquer dans la gestion des conflits minoritaires dans le reste du monde.

Le manque d'une véritable doctrine nationaliste, une situation économique désastreuse, une instabilité croissante dans cette région privée de modèle de démocratie et malheureuseent la présence dans les frontières de leur patrie *fictive* du Pétrole et de l'Eau, ont condamné ces minorités Kurdes à la lutte armée sans espoir d'indépendance .

Le président de l'Institut Kurde de Paris, cité dans l'article de Kendal Nezan, expose sa vision prospective de la question Kurde et en précise les dangers : « de même, le véritable rempart éventuel de l'intégrisme chiite iranien ne pourrait être constitué par les turcs, mais par les Kurdes qui peuplent les zones jouxtant les frontières de l'Iran et l'Irak, entre les mondes chiite perso-azéri et l'Anatolie turque à majorité sunnite. Si, par désespoir, le Kurdistan bascule dans l'intégrisme, toute la Turquie finira par basculer aussi... Si les occidentaux ne prennent pas enfin toute la mesure de ce problème hautement politique et stratégique, s'ils continuent par leur silence et leur soutien multiforme à Ankara à cautionner la persécution des Kurdes en Turquie, s'ils laissent à son sort la jeune démocratie Kurde en Irak, les trente millions de Kurdes de la région pourraient bien se laisser entraîner par d'autres sirènes et basculer dans le camp des extrémistes... ». (Monde Diplomatique juin 1994).

Les zones de peuplement kurde



# BIBLIOGRAPHIE

- "Le défi kurde, ou le rêve fou de l'indépendance" CHRIS KUTSCHERA
- "La Question Kurde" HAMIT BOZARSLAN
- "Le malheur Kurde" GERARD CHALIAND
- "Les choix de l'occident" article de KENDAL NEZAN dans le Monde Diplomatique (juin 1994)
- "Terre brûlée au Kurdistan" article de JEAN-FRANCOIS PEROUSE dans le Monde Diplomatique (mars 1995)
- "Fuite en avant au Kurdistan" article de KENDAL NEZAN dans le Monde Diplomatique (mai 1995)
- "La mémoire meurtrie de Mahabad" article de JAN PIRUZ dans le monde Diplomatique (janvier 1997)